

ARCOHİPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

MAROC/MIGRATIONS

Confiné·es au Maroc, même sans pandémie

Voilà bientôt deux ans et demi qu'il était bien compliqué de se rendre au Maroc! Comme partout dans le monde, le Covid a sévi et les conséquences en sont encore visibles, surtout pour les personnes les plus vulnérables et précaires.

C'est avec une certaine émotion que j'ai retrouvé Ivonne, Prisca, Aurore, David, Camara et bien d'autres ami·es rencontré·es lors de voyages effectués entre 2016 et 2019 à Rabat, dans le cadre d'actions de soutien et d'accompagnement de personnes en migration. Nous avons tenté de ne pas nous perdre de vue en échangeant des nouvelles régulièrement. Ce bouleversement qui parfois, ici, s'est transformé en atteinte à "nos libertés" a été vécu là-bas comme un moment de survie extrême pour ces personnes en situations déjà bien précaires. Beaucoup n'avaient plus d'autre choix que de "tenter leur chance" et Ivonne, accompagnée de sa petite Lina Rose, s'est rendue en forêt parce qu'un passage s'était soi-disant ouvert vers Melilla. De passage il n'y en avait pas et Lina Rose a bien failli y perdre la vie, la pente abrupte qui descendait vers la mer l'a happée et sans l'aide d'un camarade migrant, elle aurait disparu en contre-bas sur la côte rocheuse. Iels ont été nombreux/euses à n'avoir plus que cet espoir: passer coûte que coûte parce que finalement souffrir ici ou là-bas...

Quelques chiffres

Les chiffres officiels avancés par la marine marocaine concernant les sauvetages, dé-

parts ou passages sont quelque peu obscurs: 14.236 migrant·es dans l'Atlantique et en Méditerranée en 2021, sources du ministère marocain de l'Intérieur. Dans le même temps, Rabat affirme avoir déjoué 63.121 tentatives d'immigration vers l'Espagne. Au cours du premier trimestre 2022, la marine royale a porté assistance à 97 personnes. Les informations officielles font également état de 14.746 tentatives de passages déjoués pour les trois premiers mois de cette année. Les autorités marocaines affirment par ailleurs qu'elles ont procédé au démantèlement de 256 réseaux de trafic de migrant·es l'an passé, contre 52 au premier trimestre de cette année.

Quant aux franchissements des clôtures des enclaves situées au nord du Maroc, Ceuta et Melilla, ils sont au nombre de 49 (sic!) en 2021. Et de 12 de janvier à mars 2022, tous enregistrés à Melilla. Le 2 mars 2022, environ 2500 personnes ont tenté de pénétrer sur ce territoire espagnol, un record selon les autorités puis deux nouvelles tentatives, impliquant respectivement 1200 et un millier de personnes, ont eu lieu. Alors qu'au total, 871 migrant·es ont réussi à entrer à Melilla, par rapport à 1 092 (sic!) sur l'ensemble de l'année 2021. (Tous ces chiffres proviennent du site Infos-migrants)

En fait, lorsqu'on commence à regarder de plus près les chiffres officiels donnés au gré des acrobatiques relations "incestueuses" du Maroc et de l'Espagne, on se rend vite compte qu'il s'agit d'une propagande assez grossière pour afficher, au moment opportun, des résultats ressemblant à des carnets de notes de bons ou de mauvais élèves! Le Maroc, à l'instar de la Lybie et de la Turquie, peut se permettre, vu sa position géographique, d'ouvrir ou de fermer ses frontières au rythme des aléas diplomatiques avec l'Espagne et l'UE.

Coopération hispano-marocaine

Une réunion hispano-marocaine avec le secrétaire d'État espagnol à la Sécurité, Rafael Pérez s'est tenue au printemps 2022 et la coopération bilatérale sur la gestion des flux migratoires y a été largement abordée. Quelques extraits des résolutions sorties de cette réunion: "*Face aux défis partagés induits par l'action des réseaux de trafic des migrant·es et l'environnement régional instable, les deux parties ont décidé de renforcer leurs mécanismes de coordination et d'échange d'informations*". En gros, pour ne pas se faire accuser de mener une guerre inhumaine contre les personnes qui cherchent une vie meilleure, la rhétorique anti-maffieuse est convoquée, elle est facile et utilise des méthodes illégales pour soi-disant lutter contre ne leur fait pas peur...

Et comme il faut lâcher quelque chose, le Maroc propose de faire ce qu'il a peu fait jusqu'à aujourd'hui: "*En matière de lutte contre les réseaux criminels de trafic, le retour [des migrant·es] constitue également un instrument de dissuasion essentiel*". Sauf que la

complexité des expulsions d'illégaux reste entière puisqu'il est souvent impossible de prouver d'où viennent ces personnes qui sont pour la plupart démunies de papiers d'identité.

Et puis, là où les choses deviennent intéressantes pour le Maroc: les deux parties ont dit accorder "une importance particulière aux possibilités accrues d'accompagnement financier en faveur du Maroc" dans le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (UE). Les accords de coopération sont juteux et les voitures et maisons de luxe qui fleurissent ici ou là en sont, en partie, des retombées concrètes pour celles et ceux qui ont "ratissé" au bon endroit au bon moment...

La militarisation, la répression et les chasses, irrégulières mais néanmoins conséquentes, des personnes précaires qui attendent aux lieux de passages, pompent une bonne partie de ces subventions. Pour les autres les restes! Cela leur permettra de mettre en place quelques programmes d'aides aux migrants: es: accueil temporaire, aide à la professionnalisation pour les chanceux/ses qui ont pu accéder à la carte de séjour et autres bonnes actions qui ne sont quasi jamais pérennisées. Il y a aussi, heureusement, des ONG telles que Caritas ou Médecin du Monde, et d'autres moins renommées, qui investissent le terrain de l'accueil et de la formation professionnelle. Elles ont pour la plupart leurs propres financements.

Camerounais-es et subsaharien-nes

Nous avons rencontré Iréné Ledoux, chef de la communauté camerounaise au Maroc, il est aussi médiateur et assistant social. L'une de ses prérogatives est de faire le lien entre les camerounais-es et l'ambassade. Il se rend au pays pour y collecter les papiers nécessaires à ceux qui veulent ou doivent prouver leur identité officielle pour mettre en place les démarches d'accès au séjour régulier. Iréné refuse de prouver des identités auprès de l'ambassade qui pourrait servir aux expulsions, posture pas facile à tenir.

Iréné est aussi actif au sein du groupe *Alarm-phone* et venait de passer un mois à Laâyoune, au Sahara occidental, pour y diffuser de l'information, faire de la prévention et témoigner de ce qui s'y passe. Le Maroc reste un pays accessible à la traversée vers l'Europe. Pour cause de pandémie et des confinements successifs, les passages de Ceuta et Melilla étant fermés hermétiquement, ceux de Tanger et des côtes du nord très difficiles d'accès, celles et ceux qui voulaient "tenter leur chance" se sont principalement regroupés autour des villes du Sud, telle Laâyoune, point de départ vers les Îles Canaries.* La répression y est intense et s'abat sur elleux comme une bête enragée. Les arrestations n'ont jamais cessé; elles s'effectuent sous forme de rafles dans une temporalité aléatoire et de manière totalement arbitraire. Aucune catégorie de population ne trouve grâce aux yeux de l'armée et de la police qui, après avoir temporairement rassemblé leurs "prises" dans des campements de fortune, les dispersent à la frontière algérienne où dans des petits villages du Sud situés aux portes du désert. Et tout cela sans aucun moyen de subsistance; des mort-es,

il y en a mais on n'en entend jamais parler! Iréné n'en était pas à sa première visite mais il a, cette fois été particulièrement choqué de ce qu'il a vu et entendu. Il essaie de convaincre ses frères et sœurs d'exil de rester en Afrique et d'y développer leurs talents et leurs savoirs.

Prisca, elle, survit grâce à un petit étal qu'elle aménage chaque jour devant la maison dans laquelle elle loue un logement de fortune. Son propriétaire lui en a donné la permission. Le matin elle se lève tôt, part faire quelques ménages harassants; à l'heure de l'école, elle court y amener son fils parce que lui fera des études c'est obligatoire! A son retour elle monte son étal et la voilà partie pour une journée de vente de produits subsahariens venus du port de Casablanca. Prisca a la charge de son plus jeune fils qu'elle a pris avec elle en exil, mais aussi de ses deux grands garçons et de son mari restés au pays, le Congo Brazzaville. Il y a quelques mois, sa sœur est décédée et personne d'autre ne pouvait nourrir ses enfants, c'est donc Prisca qui les a pris en charge... Elle mesure un mètre cinquante cinq. Sa détermination n'a d'égale que sa colère contre le dictateur qui l'a fait fuir et les pays occidentaux qui en sont les complices affichés. Prisca est une des protégées du HCR mais les relocalisations sont rares, elle l'attend malgré tout avec patience.

Elle fait partie de celles et ceux qui trouvent des espaces de protection dans l'anonymat des grandes villes et qui ont survécu péniblement aux confinements successifs. Pas de petits commerces, plus de ménages ou autres accès au secteur de la domesticité, pas de possibilité de faire la manche dans les rues et pour les rares artistes subsaharien-nes qui avaient trouvé ainsi quelques moyens de subvenir à leurs besoins, plus d'accès aux espaces publics. Pour beaucoup, il n'était plus question de partir vers l'Europe, iels avaient trouvé des possibilités là, au Maroc, et voilà que tout s'effondre. On peut parler de conditions extrêmes de survie; iels ont eu faim, ont fait jouer les réseaux solidaires lorsqu'il y en avait. Le lien communautaire a joué son rôle pour le meilleur dans ce cas précis. L'accessibilité à la carte de séjour

est de plus en plus difficile. Beaucoup n'ont pas la possibilité de la renouveler, les critères sont de plus exigeants: contrat de travail, contrat de location, compte en banque... on se doute bien que peu de personnes nouvellement arrivées au Maroc ont accès à toutes ces "faveurs".

David est poète, grâce au soutien d'une fondation belge, il a eu l'opportunité d'éditer deux recueils de poésie "Boza" et "l'Enfant Clandestin". Après avoir vécu en tant que clandestin pendant plus de quatre ans au Maroc, il a pu retourner au Cameroun pour en revenir régulièrement. Une aubaine pour l'aider à obtenir cette fameuse carte de séjour. Malheureusement le confinement l'a jeté une nouvelle fois dans la misère puisque l'accès à l'espace public a été largement restreint et, suite à une erreur judiciaire, il s'est retrouvé sept mois et demi en prison, oublié de la justice marocaine qui pour seule réparation a accepté de ne pas inscrire cette peine non méritée dans son casier judiciaire, vide jusqu'à ce jour. Traumatisé, il a besoin d'un sérieux coup de main pour se remettre en selle. Nous vous en reparlerons...

Pour conclure cet article, j'ai envie de reprendre une des phrases récoltées dans ce rapport tout droit sorti de la réunion de coopération hispano-marocaine qui, entre autres, s'intéresse à la gestion des flux migratoires. Lisez-la attentivement: "Concernant la gestion des frontières et ses enjeux pluriels, l'accent a été mis sur la nécessité d'articuler les efforts autour de la solidarité agissante en terme d'appui technique et financier pérenne qui puisse optimiser la résilience et l'efficacité opérationnelles."

Il y a là tout le cynisme de la rhétorique politique et administrative agissant aux frontières de l'Europe et au-delà, puisque l'externalisation de ces frontières organise et accroît continuellement le broyage systématique de celles et ceux qui s'exilent et cherchent un refuge.

Marie-Pascale
FCE – France

* Voir Archipel 305, juillet 2021, *Migrations / îles Canaries: une prison à ciel ouvert pour les réfugiés-es* et Archipel 309, décembre 2021, *Migration/Espagne: 11 jours de mer, 11 ans de prison.*

Un drame innommable!

Les premières vidéos me sont parvenues samedi 25 juin à 13h40: des corps entassés, meurtris, sans vie ou s'agitant convulsivement... De quoi s'agit-il? Où se déroulent ces scènes d'horreur? Que s'est-il passé? Prisca, mon amie réfugiée du Congo Brazzaville qui vient de me les transférer m'explique dans un message vocal qu'ils ont tiré, ils ont tués, que «dans ce pays, il n'y a que des barbares», elle crie, elle est effondrée!

Nous sommes entre Nador et Melilla, sur la frontière terrestre entre ce petit morceau de terre que l'Espagne s'est appropriée et qu'elle ne lâche pas et le Maroc qui reconnaît encore cette colonie pour peut-être qu'on ne remette pas la sienne en question.

Est-ce l'escalade répressive de ces derniers mois dont je vous parle dans l'article ci-dessus qui trouve son aboutissement dans cette tuerie collective?

Beaucoup d'informations circulent aujourd'hui sur les raisons de ces émeutes mais rien n'est encore établi. Ce qui est sûr, c'est que le nombre des personnes assassinées augmente de jour en jour et que les associations et ONG qui se sont lancées dans la bataille demandent que les corps ne soient pas enterrés pour que les enquêtes qui doivent avoir lieu puissent se faire. Nous suivons ce dramatique événement de près et vous transmettrons les appels lancés par les associations subsahariennes du Maroc qui dénoncent un acte purement raciste «commandité» par la politique migratoire discriminatoire de l'UE. Le Maroc s'en est fait ouvertement le complice meurtrier. A-t-il prouvé ainsi sa bonne volonté? La question paraît cynique mais elle n'est certainement pas loin de la vérité!

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtsche,
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Pas de chèque en blanc pour Frontex

Comme nous l'avons brièvement rapporté, le 15 mai 2022, les citoyen·nes suisses ont voté en faveur de l'extension de la participation suisse à l'agence européenne Frontex. Avec un taux de participation dérisoire de 40%, une majorité écrasante de 71,5% s'est prononcée en faveur de la complicité avec la brutalisation de la politique de fermeture de l'Europe. Malgré cette défaite aux urnes, le bilan de notre engagement pour le NON est positif. L'article suivant est une tentative d'analyse de la campagne de vote par l'un des participants.

Le 22 septembre 2021, le Parlement suisse a décidé de soutenir dorénavant l'agence européenne de protection des frontières Frontex avec 61 millions de francs par an au lieu de 14 millions annuels actuels et d'augmenter également la participation de la Suisse en termes de personne¹.

Débuts – un tour de force osé et réussi

Le vote final était serré, avec 88 voix contre 80 et 28 abstentions. Les votes négatifs sont venus du groupe socialiste, des Verts et de quelques membres de l'UDC². Mais aucun de ces partis ni aucune grande organisation d'aide aux réfugié·es n'a décidé de lancer un référendum contre cette décision. Heureusement, début octobre, la petite organisation de base Migrant Solidarity Network (MSN) s'est engouffrée dans la brèche, ce qui dénote un grand courage politique, car MSN n'avait encore jamais initié une telle action. En un rien de temps, 70 organisations (le FCE, entre autres) et partis politiques se sont joints à l'entreprise³.

Pendant longtemps, le référendum semblait ne pas devoir aboutir. Faute d'expérience, le comité disposait de canaux peu rodés avec des comités locaux décentralisés et des ressources modestes. L'expérience montre que les 50.000 signatures nécessaires ne peuvent jamais être obtenues uniquement par des envois, le b.a.-ba

de tout référendum étant la collecte dans la rue. La crise du covid a rendu cette tâche encore plus difficile. Lors de la collecte, nous avons tous et toutes constaté à quel point la population était peu informée de l'existence de Frontex et encore moins de la participation suisse. Nous avons souvent dû faire un long travail de persuasion pour chaque signature.

Ainsi, début décembre, seules 10.000 signatures étaient réunies. Mais début janvier, peu avant la fin du délai de collecte, la situation s'est inversée. Certains jours, jusqu'à 5000 signatures sont arrivées par la poste. Le centre d'action situé à l'ouest de Berne, le «de_Block», était littéralement submergé par les nombreuses boîtes postales grises pleines à craquer. Et c'est ainsi que le 20 janvier, nous avons effectivement pu remettre 62.000 signatures à la Chancellerie fédérale à Berne. Peu de temps après, le Conseil fédéral a décidé que la votation aurait lieu le 15 mai.

Campagne de vote et invasion de l'Ukraine

La création du comité de vote n'a pas été une chose facile, car l'éventail des organisations de soutien était très large et les intentions politiques et les approches très différentes. La grande majorité des personnes les plus engagées provenait de la gauche activiste, mais de grands partis et organisations tels que le PS, les

Verts ou la plateforme Wecollect (sans l'activité de collecte de ces derniers, les 50.000 signatures nécessaires n'auraient probablement pas été obtenues) ont également participé. Cela a certes provoqué des tensions pour organiser des événements publics communs et définir des lignes d'argumentation. L'un des grands différends a été celui que plusieurs représentants du PS ont provoqué en parlant, en cas de rejet du projet de loi, de s'engager au Parlement pour des prestations compensatoires plus généreuses sous forme de contingents d'accueil plus élevés pour les migrant·es. Pour beaucoup d'entre nous, il s'agissait d'une critique bien trop molle de l'agence frontalière Frontex, dont nous voulions fondamentalement remettre en question la légitimité et le fonctionnement. Mais les accusations réciproques sont restées largement absentes.

Le lancement de notre campagne de votation était prévu pour le 26 février à Berne, avec une grande conférence de presse. Des représentant·es de différentes organisations avaient été invité·es, ainsi qu'une représentation des églises avec la pasteur Andrea Meier et le cofondateur d'Alarmphone, le pasteur érythréen Mussie Zeraï. Malheureusement, l'écho n'a pas été à la hauteur de la qualité de la conférence, car deux jours auparavant, l'invasion russe de l'Ukraine avait commencé et captivé toute l'attention publique. Cela a bien sûr été un lourd handicap tout au long de la campagne – jusqu'au vote.

Travail d'information sur la politique de fermeture meurtrière de l'Europe

Les semaines qui ont suivi ont été marquées par l'organisation d'innombrables soirées d'information, de manifestations, de projections de films, de communiqués de presse, de contributions dans les médias sociaux, de cours de formation et par la production de matériel d'information dans les formats les plus divers – brochures, tracts, autocollants, fanions pour vélos, etc. Des expertises en Suisse mais aussi dans d'autres pays ont été sollicitées – des personnes telles que Carola Rackete du mouvement pour le climat et le sauvetage en mer et d'autres ont été invitées à participer.

Le souhait du comité référendaire de donner explicitement la parole aux personnes réfugiées a fait l'objet d'une attention particulière et a souvent été exaucé. Ainsi, l'un des points forts de la campagne reste pour moi la participation de Saeed Farkhondeh à l'émission Arena de la télévision suisse allemande. Il ne s'est pratiquement pas passé une semaine sans que des rapports ne soient publiés sur le manque de transparence de Frontex et son implication systématique dans des violations des droits humains aux frontières extérieures de l'UE.

La démission du directeur de l'agence Fabrice Leggeri le 29 avril pourrait également



Naufrage, anonyme

1. En Suisse, après l'adoption d'une nouvelle loi par le parlement, un référendum peut être lancé dans les 100 jours. Cela implique de récolter 50.000 signatures certifiées de citoyen·nes ayant le droit de vote. Si le référendum aboutit, une votation populaire doit obligatoirement être organisée dans toute la Suisse pour décider de l'entrée en vigueur de la loi.

2. Union démocratique du centre: parti populiste de droite, opposé à la migration, mais aussi à l'UE. Cela explique le comportement de vote de certain.es parlementaires UDC qui, en raison de leur opposition à l'UE, s'opposent au développement de la coopération avec Frontex.

3. Comité référendaire: <frontex-referendum.ch>.

être liée à la campagne de vote – même si des acteurs bien plus puissants l'ont vivement critiqué par le passé. La pierre d'achoppement définitive pour le Français a été le rapport de l'autorité anti-corruption de l'UE, l'OLAF, qui a fait un rapport accablant sur le fonctionnement de Frontex. Jusqu'à présent, celui-ci n'a pas pu être publié. Il reste maintenant à espérer que Leggeri ne pourra pas poursuivre sa carrière diplomatico-administrative sans être inquiété et sans conséquences judiciaires. Heureusement, il y a l'initiative Front-Lex qui tente de le faire comparaître devant un tribunal – pour que les sauveteurs et sauveteuses en mer et les réfugiés ne soient pas les seuls à être sur le banc des accusés.

Des voix ecclésiastiques contre le développement de Frontex

Avec quelques membres du comité référendaire et de la Charte de la migration, nous avons réussi à créer un comité ad hoc de membres de l'Eglise contre l'extension de Frontex⁴. Celui-ci a développé sa propre présentation avec des arguments théologiques contre la militarisation meurtrière des frontières et a pu contrer le silence honteux des directions des Eglises pendant la période de votation. Cela a peut-être contribué à ce que Caritas Suisse et l'ACAT s'engagent finalement aussi pour le NON. L'argumentaire développé par le théologien Pierre Bühler conserve toute son acuité et sa validité au-delà de la votation⁵.

Résultat décevant de la votation

Le lien que le Conseil fédéral et le comité du OUI ont établi entre un NON et le retrait de la Suisse de l'accord de Schengen a été déterminant pour l'acceptation du projet. Ils ont argumenté qu'un NON entraînerait une exclusion automatique de la Suisse de Schengen/Dublin. Bien que ce lien ne soit pas obligatoire, cette idée a suscité l'inquiétude et la peur chez de nombreuses personnes. La conseillère fédérale Keller-Sutter est connue pour faire volontiers et souvent de la politique en propageant la peur. En ces temps de guerre sur notre continent, c'est un procédé particulièrement facile mais aussi malhonnête.

D'autre part, la mobilisation contre la guerre d'agression russe a mobilisé beaucoup d'énergie et de moyens dans le camp progressiste, qui ont à leur tour manqué pour notre campagne. Cela a été particulièrement évident pour le parti des Verts et le PS. Ceci, renforcé par leur positionnement hésitant, a eu pour conséquence qu'une grande partie de leur clientèle a déposé un OUI dans l'urne. Le mauvais argument selon lequel la Suisse ne peut s'engager en faveur d'une meilleure politique de Frontex que si elle y participe pleinement a malheureusement aussi très souvent fait mouche. Bien que la participation de la Suisse jusqu'à présent n'ait pas laissé un seul document mesurable et lisible qui rendrait cet argument plausible. Malheureusement, nous devons nous aussi admettre que nous n'avons pas réussi non plus à convaincre suffisamment notre propre entourage de l'importance d'un NON clair.

La suite des événements

Nous retenons néanmoins que la campagne nous a permis de faire connaître à un plus large

public l'existence de Frontex et son fonctionnement catastrophique. Le résultat de la votation ne peut pas être considéré comme un chèque en blanc pour Frontex. De nombreux politicien·nes de droite et le Conseil fédéral ont dû admettre que l'agence présentait de graves lacunes en matière de mécanismes de contrôle, de transparence et de respect des droits humains. Nous leur rappellerons les promesses qu'ils ont faites, à savoir que la Suisse, en siégeant au sein de cette agence, doit s'engager pour le respect des droits humains. Et surtout, la cam-

pagne de votation a été un cas d'école sur la manière dont les petites organisations peuvent se mettre en réseau et influencer l'agenda politique, même sur la scène nationale. Ce ne sont pas les idées et l'énergie qui manquent pour y parvenir. Un grand merci encore une fois à MSN pour leur courage et énergie.

Claude Braun
FCE - Suisse

4. <eglises-contre-extension-frontex.ch>.

5. Vous pouvez nous le commander <ch(ch)chez)forumcivique.org>.

HAUT PARLEUR

Le 22 juin, notre amie Pinar Selek, faussement accusée d'attentat il y a 24 ans, et acquittée quatre fois par la justice de son pays est condamnée par la cour suprême. Voici un extrait de sa déclaration. *"Ce jugement n'est pas seulement injuste et insensé, il est inhumain dans la mesure où dans le dossier, il y a de nombreux rapports d'expertise qui établissent qu'il s'agissait d'une explosion due à une fuite de gaz, or on n'a pas pris une seule fois ma déposition sur cette question, on ne m'a pas posé une seule question sur ce sujet.*

Le procès avait été lancé s'appuyant uniquement sur la déposition d'Abdülmecit O. qui avait déclaré que nous avions agi ensemble et qui, par la suite, a renié sa déposition au tribunal car elle avait été extorquée sous la torture. Cette personne a été acquittée avec moi et son acquittement fut définitif et l'appel est demandé uniquement pour mon acquittement. Ce jugement n'a donc rien à voir avec le droit. Comme les motifs du jugement ne sont pas encore publiés, je ne peux pas commenter davantage. Je lutterai, nous lutterons contre cette injustice jusqu'à la fin."

Pinar Selek
Militante de la poésie, sociologue

UKRAINE / KURDISTAN / ANTIPATRIARCAT

Les féministes ukrainiennes sous les yeux de l'Occident

Il me semble que l'expérience des féministes kurdes remet au moins partiellement en cause le féminisme antimilitariste canonique. La théorie féministe antimilitariste a été forgée à partir de l'expérience militante de nombreuses femmes et féministes issues de mouvements pacifistes très divers autour du monde. Néanmoins, elle ne peut faire l'impasse des expériences où les féministes prônent la lutte armée.

Si ces expériences percutent le cadre théorique féministe antimilitariste, il faut admettre que celui-ci soit questionné et enrichi. Il ne s'agit pas d'invalider les apports du féminisme antimilitariste mais bien de les actualiser à l'aide des différentes positionnalités¹.

Quand les féministes kurdes défient les féministes pacifistes occidentales

Plusieurs chercheuses féministes (Dirik, Tank, Şimşek et Jongerden, etc.) ont dénoncé la fascination orientaliste des médias occidentaux pour les femmes kurdes combattantes. Ces autrices montrent que l'image des femmes kurdes véhiculée par les médias sert à les instrumentaliser comme symboles de la libération occidentale dans un Orient qui est à son tour dépeint comme barbare. Ce portrait occidental-centré a pour but et effet de silencier les femmes kurdes dont les discours politiques² ne sont jamais relayés, et pour cause, s'ils l'étaient, la narration portée par les médias occidentaux serait contestée et invalidée.

La féministe Kurde Dilar Dirik a également interrogé le rôle du féminisme occidental dans cette construction discursive orientaliste des combattantes kurdes:

«Cependant, certaines féministes occidentales ont remis en question sa légitimité [de la lutte des YPJ et YJA Star] et l'ont rejetée comme du militarisme ou une cooptation par des groupes politiques. Les récits des médias occidentaux ont dépeint cette lutte de manière dépolitisée, exotique, ou en faisant des suppositions généralisées sur la désaffection 'naturelle' des femmes pour la violence. Si les reportages des médias ont été dominés par un regard masculin, c'est en partie dû au refus des féministes de s'engager sur ce sujet important. On ne peut s'empêcher de penser que l'une des raisons de cette hostilité provient peut-être du fait que les femmes militantes qui prennent leurs affaires en main entravent la capacité des féministes occidentales à parler au nom des femmes du Moyen-Orient, perçues comme des victimes impuissantes.»

Dans ce même article, intitulé *«Feminist pacifism or passive-ism?»*, elle dénonce l'incapacité d'un féminisme naïvement pacifiste à distinguer entre la violence comme oppression et la violence comme acte de résistance ou d'autodéfense: *«Contrairement à la violence qui vise à assujettir 'l'autre', l'autodéfense est un dévouement et une responsabilité totale envers la vie. Exis-*

ter signifie résister. Et pour exister de manière significative et libre, il faut être politiquement autonome. En clair, dans un système international de violence sexuelle et raciale, légitimé par les États-nations capitalistes, l'appel à la non-violence est le luxe de ceux et celles qui sont dans des positions privilégiées de sécurité relative, croyant qu'ils ne se retrouveront jamais dans une situation où la violence deviendra nécessaire pour survivre. Bien que théoriquement convaincant, le pacifisme ne rend pas compte de la réalité de nombreuses femmes et revêt donc un caractère plutôt élitiste du premier monde.»

Une des principales penseuses du féminisme antimilitariste, Cynthia Cockburn, interviewait en 2015 deux féministes antimilitaristes, membres de la *Women's International League for Peace and Freedom* (WILPF) ayant vécu sous le nazisme, à propos de ce qu'elle appelle le «dilemme pacifiste». Elle leur a demandé si elles inviteraient les femmes combattantes kurdes à abandonner les armes au nom du pacifisme. Les deux interviewées ont répondu: «Je ne le pense pas. Assises ici en sécurité, hors de la zone de guerre, nous devrions les comprendre, pas les condamner. Résister est un droit humain. Toutefois, à long terme, nous ne devons pas accepter que le militarisme soit la seule réponse. Nous devrions sérieusement commencer à construire des 'mécanismes de rétablissement de la paix'.» «En tant que Wilpfer, je voudrais parler avec les femmes peshmerga³, entendre ce qu'elles disent. Le fascisme est si sale. C'est comme une pieuvre, qui introduit ses tentacules dans la société, avec son idée raciste de la supériorité d'un type de personne sur un autre. Je pourrais bien être d'accord, et dire aux femmes kurdes: 'Oui, vous devez vous battre'. Mais, peut-être qu'une fois le combat terminé, elles regarderont en arrière et diront: 'Ce n'était pas la bonne façon de faire'».

Je partage avec ces femmes les idées suivantes:

- notre rôle depuis l'extérieur de la zone de guerre est de soutenir et non de condamner les femmes et féministes résistantes;
- nous devons toujours écouter ce que les premières concernées ont à nous dire;
- soutenir les femmes dans le monde dans leurs combats, y compris militaires, n'est pas incompatible avec le fait de se battre, dans un contexte plus large et à plus long terme, pour la démilitarisation du monde.

Les féministes ukrainiennes, quelle place?

Je discutais récemment avec une féministe ukrainienne, militante de longue date, aujourd'hui réfugiée dans un pays de l'Europe occidentale. Elle me faisait part de sa difficulté à s'exprimer ouvertement sur les problématiques politiques, et particulièrement de genre, existantes en Ukraine, car elle a l'impression que la gauche et le féminisme occidentaux exigent la perfection de la société ukrainienne comme condition indispensable à tout soutien. Il faudrait que la société ukrainienne soit libre de toute contradiction pour avoir pleinement le droit de se battre contre l'envahisseur russe. Face à cette injonction du féminisme occidental, elle, comme beaucoup d'autres femmes, se sent obligée de choisir entre exprimer ses questionnements féministes sur ce qui se passe en Ukraine et la recherche de soutiens à la résistance contre l'envahisseur au sein de la gauche occidentale. Les injonctions féministes qui obligent les femmes à choisir entre le féminisme et leurs autres luttes ont pour effet d'éloigner les femmes du féminisme. Il s'agit là d'un problème récurrent du féminisme occidental que les féministes contre-hégémoniques n'arrêtent pas de pointer.

Pourtant, les analyses et le militantisme féministes restent indispensables en Ukraine,

comme partout ailleurs. Au sein du Collectif féministe du Réseau Européen de Solidarité avec l'Ukraine, j'ai le plaisir de travailler avec des féministes ukrainiennes qui militent sur place. Elles rapportent que la majorité de la société ukrainienne, y compris de nombreuses femmes ukrainiennes, est soit indifférente soit méfiante à l'égard du féminisme. Cette situation a empiré avec la guerre. Les militantes féministes sont confrontées à des difficultés financières ainsi qu'à l'hostilité des propriétaires lorsqu'elles tentent de trouver des espaces pour mener leur activité. Viktoriia Pigul, une camarade militante féministe anticapitaliste ukrainienne, s'appuyant sur plusieurs témoignages de femmes et de filles ukrainiennes, a rapporté les multiples violences qu'elles subissent. Comme tout le monde le sait maintenant, au cours des dernières semaines, de nombreuses femmes et enfants ont été brutalisés et violés par des soldats russes. Beaucoup d'entre elles manquent de ressources pour échapper à ces violences. Beaucoup fuient vers la Pologne, ignorant que l'avortement y est interdit par la loi (car ce n'est pas le cas en Ukraine). A leur arrivée en Pologne, elles sont souvent exposées à des abus de toutes sortes de la part des hommes. Dans ce contexte, le militantisme féministe en Ukraine est plus essentiel que jamais.

Olena Lyubchenko a récemment publié une très riche, et indispensable, analyse où elle montre comment la militarisation de l'Ukraine dans les dernières années s'est accompagnée de mesures d'austérité qui ont déplacé le fardeau de la résistance contre l'agression russe sur les femmes au sein des foyers en même temps qu'elles ont préparé l'État à un processus très inégalitaire d'intégration «euro-atlantique»: «La militarisation, l'austérité et l'agression agissent dans ce contexte comme des processus de dépossession et d'accumulation primitive. Ils génèrent des réserves mondiales de main-d'œuvre dont les mouvements transfrontaliers sont au cœur de la production et de la reproduction du capital et du travail à l'échelle mondiale. De cette manière, la citoyenneté racialisée reproduit la précarité et l'exclusion pour certaines, la sécurité et l'inclusion pour d'autres, tout comme la différenciation historique de la classe ouvrière ukrainienne au sein du capitalisme mondial est réécrite et instrumentalisée.»

Tout comme Dilar Dirik dénonçait l'instrumentalisation des femmes combattantes kurdes dans les médias occidentaux, Olena Lyubchenko dénonce dans cet article l'instrumentalisation de la résistance ukrainienne dans les discours médiatiques et institutionnels occidentaux qui dépeignent les ukrainiennes comme des héros et héroïnes menant une guerre «pour l'Europe»⁴. Dans ce contexte, et toujours dans la continuité de la critique menée par Dilar Dirik, il me paraît indispensable d'interroger le rôle du féminisme occidental (et plus largement de la gauche occidentale) dans cette instrumentalisation.

Un manifeste féministe pacifiste transnational a été signé, il y a quelques semaines, par 150 éminentes féministes d'Europe et des Amériques, sans une seule féministe ukrainienne ou de l'Europe post-soviétique. Certaines féministes occidentales, en lien avec les féministes ukrainiennes, ont refusé de le signer. Ce manifeste reproduit la vision dominante de la géopolitique pour laquelle les



Femme nue de dos, Bruno Raharinosy

grandes puissances impérialistes sont les seules actrices de l'histoire. Il ignore ainsi la réalité multi-scalaire et l'agentivité⁵ des différents acteurs et actrices mises en lumière par la critique féministe de la géopolitique. Il réduit la guerre menée par Poutine contre l'Ukraine à un simple conflit inter-impérialiste, effaçant ainsi l'agentivité de toutes et chacune des Ukrainien·nes. Une seule ligne sur plus d'une trentaine est accordée aux Ukrainien·es: «*Nous sommes aux côtés du peuple ukrainien qui veut la paix dans sa vie et exige un cessez-le-feu.*»

Voilà comment réduire en une seule ligne 44 millions de personnes au cliché de victime passive qui a besoin, encore une fois, d'être sauvée par les Occidentaux. Les Ukrainien·nes qui résistent activement, et militairement, à l'agression qui leur a été imposée n'intéressent pas les féministes pacifistes occidentales, tout comme ils n'intéressent pas leurs amis hommes de la gauche occidentale. Il semblerait que les Ukrainien·nes ont le droit à notre solidarité en tant que victimes passives, mais pas en tant que résistant·es actives. Cette caricature des Ukrainien·nes comme victimes passives de l'instrumentalisation de l'OTAN ou de l'Europe rejoint celle des médias occidentaux qui les dépeint comme les héroïnes de l'Europe et de l'Occident en ce qu'elle efface tout autant leurs voix et leurs volontés politiques. De très nombreux/ses Ukrainien·nes sont résolus·es à se battre, y compris militairement, et cette volonté n'est imposée ni par Zelensky ni par l'OTAN comme le montre la forte implication dans la résistance ukrainienne de tous les secteurs de la société. C'est pourquoi, si les positions des féministes et des anticapitalistes sur des sujets tels que la livraison d'armes ne risquent guère d'avoir un impact sur les décisions des responsables politiques occidentaux, elles ont un vrai impact sur les féministes et la gauche ukrainienne. En effet, l'abandon de (quand ce n'est pas l'opposition à) la résistance ukrainienne de la part de la gauche et du féminisme internationaux, fragilise nos camarades ukrainien·nes au sein de la résistance, et il met à mal leur capacité à porter à terme un projet politique émancipateur pour toutes les habitant·es de l'Ukraine.

Pour un féminisme dialogique et international

La résistance ukrainienne est loin d'être parfaite ou libre de contradictions. Elle est traversée par des conflits de classe, de genre et de race, comme le sont toutes nos sociétés. Les femmes ukrainiennes subissent maintenant la guerre, les agressions, les tortures et les viols en masse des troupes russes sans pour autant arrêter de subir les violences qu'elles subissaient avant la guerre de la part des hommes ukrainiens et de l'État. En outre, le contexte de guerre renforce l'autoritarisme de l'État ainsi que la division sexuelle du travail (conscription militaire réservée aux hommes, réaffectation des femmes au travail de reproduction sociale, etc.). Le renforcement des rapports de sexe accroît le pouvoir des hommes et de l'État sur les femmes qui deviennent à leur tour plus vulnérables et davantage exposées aux violences. Dans ce contexte, les féministes anticapitalistes prises dans cette réalité complexe et multi-scalaire, se battent avec leurs concitoyens contre l'envahisseur russe tout en continuant à se battre contre une partie de leurs propres concitoyens: contre les

politiques néolibérales du gouvernement et les attaques des employeurs, contre les violences sexistes, racistes ou lgbtqi+phobes, etc.

Se battre simultanément avec et contre ne peut être incompréhensible que pour la minorité de personnes qui ont le luxe de n'avoir qu'un seul ennemi/front. Quelque chose que nous ont appris les féministes contre-hégémoniques est que la positionnalité est centrale à toute politique féministe. Pour prendre un exemple, le *Combahee River Collective*, un des plus importants collectifs féministes noirs lesbiens, refusait le séparatisme lesbien considérant qu'il est, en termes d'analyse comme de stratégie, inopérant pour les femmes noires qui ne peuvent pas se permettre le luxe de se désolidariser des hommes noirs dans leur lutte commune contre le racisme. Barbara Smith va jusqu'à dire: «*Le séparatisme est rarement impliqué dans un véritable changement politique, qui affecte les institutions de la société de manière directe. [...] Nous avons remarqué que les séparatistes de notre coin, au lieu de s'organiser politiquement, font souvent des actes de zapping. Par exemple, elles peuvent venir à une réunion ou à une série de réunions, puis poursuivre leur chemin. Il n'est pas évident de comprendre ce qu'elles essaient réellement de changer. Nous pensons parfois que le séparatisme est une politique sans pratique.*»⁶

En effet, dans le contexte actuel, il est tout à fait conséquent pour les féministes russes de revendiquer le pacifisme pour se désolidariser catégoriquement de Poutine, de la guerre qu'il mène, et de toute la partie de la société russe qui la soutient. Dans leur manifeste anti-guerre, les féministes pacifistes russes caractérisent la guerre comme une guerre d'agression, et Poutine comme le seul et unique responsable. Cette position pacifiste de la part des féministes russes est donc tout à fait compatible avec le soutien à la résistance armée en Ukraine. En revanche, il paraît impossible pour de nombreuses féministes ukrainiennes de se désolidariser de leur communauté (aussi sexiste soit-elle), ne serait-ce que pour une question de survie. Pourtant, elles n'ont d'autre choix que continuer à mener la bataille féministe au sein de leur propre société si elles ne veulent pas voir le sexisme se renforcer davantage. Si le séparatisme lesbien était le luxe de celles qui ne subissaient que l'oppression de genre/sexualité, le pacifisme

abstrait est le luxe de celles qui ne vivent pas sous les bombes et n'éprouvent aucun besoin de se défendre militairement. Faire de la politique féministe loin du champ de bataille est aussi facile que stérile.

Une politique féministe internationaliste doit partir du soutien et du dialogue avec les premières concernées, car toute politique féministe qui se fait sans elles, se fait *in fine*, contre elles, et donc nuit à la construction d'une solidarité féministe internationaliste. Comment peut-on qualifier de féministe et internationaliste une position qui tourne le dos aux féministes ukrainiennes et a pour effet de les bâillonner sur les problématiques de genre en Ukraine? Les seules actrices politiques à même de faire triompher le féminisme, le pacifisme et toute politique émancipatrice en Ukraine sont celles qui sont sur place. On ferait mieux de commencer par les écouter et les soutenir, malgré les éventuels désaccords, car ce seront elles, telles qu'elles sont et avec les contradictions qui leur sont propres, qui mèneront la lutte, et personne d'autre.

Elisa Moros*
9 mai 2022

* Militante socialiste et féministe, membre du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine et contre la guerre.

1. Contexte social et politique qui crée votre identité en termes de race, de classe, de sexe, de sexualité et d'aptitude. La positionnalité décrit également la manière dont votre identité influence, et potentiellement biaise, votre compréhension et votre vision du monde. [NDLRF]

2. Dirik, Dilar (2017) «*Self-Defense Means Political Autonomy! The Women's Movement of Kurdistan Envisioning and Pursuing New Paths for Radical Democratic Autonomy*». *Development* 60, 74–79. (...)

3. Le mot *peshmerga* pour parler des femmes kurdes combattantes pose problème. En effet, les *peshmergas* sont les combattants kurdes en Irak. Comme l'expliquent Dilar Dirik et Bahar Munzir, les femmes combattantes kurdes en Irak sont très minoritaires et contraintes à une division sexuelle du travail rigide au sein des unités de combat, car les deux partis dirigeant le Kurdistan irakien sont patriarcaux. Or les femmes combattantes des YPJ et YJA-Star sont souvent erronément appelées *peshmergas* par les médias occidentaux. Cynthia Cockburn reproduit cette erreur dans son article, qui est reprise par les interviewées à leur tour.

4. Où le mot «Europe» est identifié la plupart du temps à l'Union européenne comme marqueur de «civilisation» contre les «barbares» qui n'en font pas partie ou refusent sa discipline.

5. Faculté d'action d'un être; sa capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, à les transformer ou les influencer. [NDLRF]

6. Smith, Barbara and Beverly (2015) «*Across the Kitchen Table: A Sister-to-Sister Dialogue*». in Moraga and Anzaldúa (eds.) *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*. SUNY Press: New York. p.119.

UKRAINE/ENVIRONNEMENT

La guerre comme catalyseur

Suite à l'attaque russe contre l'Ukraine, les problèmes environnementaux qui menaçaient déjà les forêts et les réserves naturelles du pays s'intensifient.

Si le mouvement environnemental ukrainien était déjà petit et peu capable de s'imposer avant la guerre, sa situation s'est encore nettement détériorée avec la guerre. De nombreux militant·es sont aujourd'hui plutôt actif·ves dans l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et les petites organisations établies ainsi que les alliances locales qui se sont formées autour de certaines

problématiques manquant de ressources pour poursuivre le travail dans le domaine de l'environnement, qui est justement urgent aujourd'hui.

La guerre agit comme un amplificateur des problèmes existants, nous explique Yehor, qui est actif au sein de l'*Ukrainian Nature Conservation Group*. En mars, le Parlement, dans lequel seule une infime minorité de par-

Petite agriculture et sécurité alimentaire

Les petites agriculteurs/trices sont l'épine dorsale de la sécurité alimentaire pendant la guerre, et doivent être soutenus continuellement en temps de paix. Plus la saison des récoltes approche, plus nous entendons la communauté internationale déclarer que l'agression russe en Ukraine répand la terreur et la famine bien au-delà de notre pays.

lementaires s'intéresse aux questions environnementales, a assoupli les règles de protection de la nature. Les organisations de la société civile n'ont pas eu la possibilité d'influencer le projet de loi au préalable. Par exemple, l'interdiction de couper du bois pendant la saison de reproduction a été levée et les exigences environnementales introduites par l'UE au cours des dernières années ont été supprimées. Avec la nomination récente d'un nouveau ministre de l'Environnement issu du monde des affaires et déjà actif contre la création de zones de protection de l'environnement, la situation risque de se dégrader encore davantage.

56 % des terres ukrainiennes sont déjà utilisées pour la culture céréalière, principalement par de grandes entreprises, et les vastes steppes ukrainiennes d'origine ne représentent plus que 5 % de la surface totale. Et même ces prairies écologiquement importantes sont désormais en danger si la surface cultivée est accrue pour remplacer le territoire perdu au profit de la Russie. Le processus d'assèchement, d'érosion et de dissolution des sols se poursuivra, ce qui aura pour conséquences un engorgement des rivières et une perte de la biodiversité dans les régions concernées.

Les quelques réserves naturelles qui existent en Ukraine sont également en danger, la surexploitation de celles-ci n'entraînant pas de répercussions. Elles ont toujours été mal financées et il n'y a pas de contrôles pour leur protection. Yehor raconte comment la coupe à blanc fonctionne aussi «légalement». Comme la plupart des forêts appartiennent à l'État, les voies de l'exploitation forestière illégale sont courtes: il suffit souvent de falsifier des expertises qui déclarent une forêt malade pour pouvoir ensuite défricher en toute légalité et vendre le bois à l'UE avec les papiers correspondants. La coupe à blanc a un effet dévastateur sur la nature ukrainienne, pourtant très riche. Il existe toujours des forêts primaires relativement vastes, mais au moins 200.000 hectares de forêts ne sont pas reconnus comme tels, rapporte Yehor.

Après la fin de l'Union soviétique, de nombreuses terres agricoles n'ont plus été cultivées, la nature a eu trente ans pour se rétablir. D'importantes zones naturelles sont ainsi apparues, mais elles n'existent pas en tant que telles sur le papier, elles ont toujours le statut de terres agricoles et peuvent être déboisées.

Bien entendu, les opérations de guerre elles-mêmes ont également un effet dévastateur sur la nature ukrainienne. Mais pour Yehor, le problème le plus important est que les écosystèmes du pays n'ont jamais été une priorité politique, mais que dans les conditions de la guerre, il n'y a plus du tout de lobby pour cela. La guerre empêche toute initiative. «*Ne na chasi*», «ce n'est pas le moment», dit Yehor. C'est un mot courant qui est souvent utilisé en Ukraine pour des sujets mal aimés. Mais en même temps, il voit aussi des opportunités. Le fait que le processus de l'UE ait pris de l'ampleur est une bonne chose pour lui. Car pour avoir une perspective d'adhésion réaliste, l'Ukraine devrait être nettement plus active dans le domaine de la protection de l'environnement.

Moritz Krawinkel*

La 33^e conférence régionale pour l'Europe de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est tenue à Lodz, en Pologne, du 10 au 13 mai, a réuni des délégués venus de toute l'Europe et d'Asie centrale pour débattre de l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire mondiale et des solutions possibles. Parmi les nombreuses discussions et solutions proposées, une vision commune importante s'est dégagée: les systèmes agroalimentaires doivent cesser d'être considérés en termes de production pure, où le «succès» se mesure uniquement à la quantité de récoltes et de bénéfiques produits et gagnés. Les systèmes alimentaires concernent également la qualité des aliments eux-mêmes, la qualité de l'environnement et la qualité de la vie. La tâche principale pour la prochaine décennie est de réorienter le secteur agricole de la région et du monde vers des indicateurs de qualité.

Nouvelles priorités pour les systèmes agroalimentaires

Les participants à la conférence ont également débattu des nouvelles priorités des systèmes agroalimentaires en Europe et en Asie centrale, conformément au cadre stratégique 2022-2031 de la FAO, qui stipule que ces systèmes doivent être transformés dans quatre directions, en corrélation avec les objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies:

1. Une meilleure production: production et consommation responsables et efficaces grâce à des chaînes d'approvisionnement durables et

inclusives, et durabilité environnementale et climatique des systèmes de production.

2. Une meilleure nutrition: mettre fin à la faim et assurer la sécurité alimentaire et l'accès à une alimentation saine.

3. Un meilleur environnement: préservation, restauration et utilisation durable des écosystèmes, lutte contre le changement climatique et adaptation.

4. Une vie meilleure: développement inclusif et croissance économique et réduction de l'injustice sociale dans les environnements ruraux et urbains entre les hommes et les femmes.

Ces orientations stratégiques ont été élaborées pour faire face aux crises de plus en plus apparentes auxquelles l'humanité est confrontée et qui menacent les systèmes agroalimentaires, notamment celles liées au climat, à l'environnement, à la pandémie de COVID, et maintenant aussi à l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

La paix est essentielle pour protéger les populations de la faim, et compte tenu de ses implications mondiales sur la production agricole, cette guerre est devenue une priorité absolue pour les délégués de la FAO, d'autant plus que les chaînes d'approvisionnement brisées, l'accès limité aux équipements, au carburant, etc. et les hostilités directes empêchent l'Ukraine d'exporter certains produits alimentaires de base importants, tandis que les prix des aliments et des engrais ont déjà atteint un niveau record.

Alors que les effets de cette crise se répercutent dans le monde entier, il est évident que c'est l'Ukraine elle-même qui en souffre le plus. La FAO estime, par exemple, qu'un



Oleksandr Glyadyelov, «From One War To the Next» (D'une guerre à la suivante)

* Moritz Krawinkel est sociologue et rédacteur en ligne chez Medico international. En outre, il est responsable des relations publiques sur l'Amérique centrale et le Mexique.

ménage sur cinq ne peut satisfaire ses besoins fondamentaux et que les petit-es agriculteur/trices ont besoin de soutien. À ce titre, le plan de la FAO prévoit 115 millions de dollars pour soutenir près d'un million d'Ukrainien·nes pendant cette période.

Des héroïnes méconnues

Les agriculteur/trices ukrainien·nes, et en particulier les petits producteur/trices agricoles, sont les héroïnes du moment, car iels fournissent aux gens de la nourriture et un abri, et font leur travail malgré les risques insensés pour leur propre vie. Ce sont elles et eux qui empêchent le système alimentaire ukrainien de s'effondrer.

«Les petits agriculteurs et agricultrices doivent enfin être reconnus comme il se doit et être considérés comme prioritaires dans les politiques et les programmes de soutien

aux niveaux national et international. Avant la guerre totale, les petits agriculteur/trices et les ménages ruraux produisaient une grande partie de la nourriture destinée aux marchés locaux, notamment plus des trois quarts des pommes de terre, des légumes, des fruits et des baies, et un tiers des produits animaux», explique Olena Borodina, représentante de la société civile à la conférence de la FAO.

Cependant, la législation ukrainienne comporte de nombreux obstacles qui empêchent les petit-es exploitant·es de recevoir le soutien dont iels ont tant besoin. En effet, les exploitations de moins de 100 hectares restent en dehors du système de soutien de l'État. Depuis l'introduction du système de subventions d'État dans le secteur agricole en Ukraine, les principaux bénéficiaires des fonds sont les plus grandes entreprises – les exploitations agricoles – ce qui contredit le concept même de

«subventions», c'est-à-dire le soutien à celles et ceux qui en ont le plus besoin.

Tandis que même en ces temps terribles, les circuits de production et d'approvisionnement courts ont fait preuve de flexibilité et de résilience, les installations des grands producteurs alimentaires sont simultanément devenues une cible, où la destruction d'un seul maillon d'une longue chaîne a de graves conséquences



La 1ère brigade de tracteurs remorquant un tank russe «confisqué»

Selon Attila Szocs*, de l'association roumaine de petits agriculteurs Ecoruralis, qui représente 17.000 petit-es agriculteurs et agricultrices:

Alors que les ménages ruraux n'utilisent que 12 % des terres agricoles ukrainiennes sur des exploitations dont la taille varie de moins d'un hectare à plus de 100, Ecoruralis estime qu'iels contribuent à hauteur de 52,7 % à la production agricole intérieure brute.

Selon Ecoruralis, les petit-es agriculteurs et agricultrices ukrainien·nes fournissent aujourd'hui 98 % de la récolte totale de pommes de terre, 86 % des légumes, 85 % des fruits et 81 % du lait du pays.

(...) Et, après un exode massif d'entreprises agroalimentaires largement contrôlées par les oligarques après le début de la guerre, ce sont ces petit-es agriculteurs et agricultrices qui ont dû ramasser les morceaux.

* Vous pouvez écouter une de ses collègues sur Radio Zinzine: <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=7234>

pour des millions de personnes. L'exemple le plus frappant est peut-être la destruction et le blocage de centres logistiques, où les matières premières produites sont tout simplement impossibles à exporter. Nous ne pouvons pas parler de sécurité alimentaire lorsque, en raison de la destruction d'un seul maillon, une longue chaîne d'approvisionnement, dont dépendent de nombreux pays et des millions de personnes, est détruite. Sans systèmes alimentaires locaux viables et décentralisés, nous sommes confrontés à une menace alimentaire mondiale.

En effet, ce sont les petites exploitations familiales qui sont souvent guidées par les principes de l'agroécologie et qui sont plus durables et responsables vis-à-vis des communautés locales et de l'environnement. Les paysan·nes et les agriculteur/trices ukrainien·nes ont prouvé cette résilience même pendant la guerre. Par conséquent, le soutien politique et financier devrait être apporté en priorité aux petit-es producteurs et productrices disposant de chaînes de production courtes et appliquant les principes de l'agroécologie.

«La question de la durabilité environnementale de l'agriculture est également une question de sécurité alimentaire et de développement des communautés rurales. L'écologisation des pratiques agricoles devrait être la base de la reconstruction verte des systèmes agroalimentaires de l'Ukraine. Les petits agriculteurs et agricultrices aux circuits de production courtes qui adhèrent aux principes agroécologiques doivent devenir la priorité de l'État. Iels assureront la sécurité alimentaire et le développement durable de l'agriculture dans la région et dans le monde», déclare Anna Danyliak, experte en développement de l'agriculture durable d'Ecoaction.

Oleksandra Khmarna*
20 mai 2022

* Oleksandra Khmarna est membre du Centre pour les initiatives environnementales Ecoaction, une organisation ukrainienne de la société civile qui unit les efforts d'expert·es et de militant·es dans une lutte commune pour la protection de l'environnement. Nous plaçons pour l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la lutte contre le changement climatique, l'air pur pour tous et toutes et le développement durable des transports et de l'agriculture en Ukraine. <en.ecoaction.org.ua>

A VOS POSTES!

Quelques émissions du mois passé sur Radio Zinzine*

Ceux qui ont traversé la mer connaissaient la terre

L'objectif principal d'A4, Association de Accueil Agro-Artisanal Ville/Campagne, est de créer des conditions d'accueil, formation et accès au travail agricole et artisanal pour des personnes avec un parcours migratoire. Le pari est double: d'un côté, répondre aux dilemmes et incertitudes des personnes qui, ayant quitté leurs pays d'origine, souvent en abandonnant leurs terres et leurs attachements familiaux, ont de difficultés à trouver des habitations et des emplois en accord avec leurs désirs, besoins et expériences de vie. De l'autre, adresser la déliquescence des appuis institutionnels en milieu paysan, la disparition des métiers agricoles et artisanaux et la perte de terres par l'agrandissement des surfaces de l'agro-industrie et l'étalement urbain.

Echos d'Iran

Vesta nous parle de la situation socio-économique en Iran au moment où les manifestations et révoltes contre l'augmentation du coût de la vie se multiplient sans que cela ne fasse de bruit à l'étranger. Elle nous parle de culture aussi, et déroule le fil de ses observations sur son histoire et son pays auquel elle reste fortement attachée.

Faire son métier - rencontre avec la coopérative Diomcoop à Barcelone

Diomcoop est une coopérative fondée il y a 5 ans qui emploie aujourd'hui 16 permanent·es. Lancée avec le soutien de la mairie pour aider à la régularisation de personnes dites «sans papiers», elle fonctionne maintenant avec 70% d'autofinancement et mène de front de nombreux projets. Lors de la création de la structure, ce sont les métiers, les savoir-faire, les expériences des futurs coopérateurs et coopératrices qui ont guidé le choix des secteurs d'activité. Ainsi est née une solution collective pour sortir de la rue, de la précarité, de la vulnérabilité de ses métiers informels. Une solution pour redonner des perspectives et de la dignité.

La Fabrique des pandémies

Marie-Monique Robin nous parle de son dernier livre et du film correspondant: *La fabrique des pandémies, Préserver la biodiversité un impératif pour la santé planétaire*. Réalisés avec la collaboration du spécialiste Serge Morand, ces œuvres sont importantes pour comprendre la source de virus dont la Covid n'est qu'un exemple. Elle a fait le tour de tous les scientifiques accessibles sur le sujet et le verdict est clair: la réduction de la biodiversité, notamment à travers la déforestation dans le monde, est à la source d'infections qui peuvent être très dangereuses pour l'humanité.

* <radiozinzine.org>